

RÉSOLUTION SUR LES « COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS » APPROUVÉE À L'ONU

Derrière l'unanimité du Conseil de sécurité

par Manlio Dinucci

L'unanimité du Conseil de sécurité contre les jihadistes n'est qu'une façade permettant aux « Occidentaux » de poursuivre leur politique : d'un côté, ils soutiennent, arment et financent les organisations terroristes, de l'autre, ils prennent prétexte de leur présence pour les aider à renverser la République arabe syrienne en bombardant des installations industrielles.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 27 SEPTEMBRE 2014

ESPAÑOL



Le président des États-Unis, Barack Obama, place les membres du Conseil du sécurité à l'ouverture de la séance. On remarquera que le secrétaire général Ban Ki-moon lui obéît, tandis que le secrétaire-général adjoint Jeffrey Feltman (le véritable chef des Nations unies) est déjà assis, attendant son président.

© UN Photo/Mark Garten

Une « résolution historique » : ainsi l'a définie le président des États-Unis Barack Obama, en se donnant la parole en tant que président du Conseil de sécurité de l'Onu. La résolution 2178 sur les « combattants terroristes étrangers » [1],

adoptée par le Conseil de sécurité à l'unanimité, est « légalement contraignante » pour tous les États membres de l'Onu. Ceux-ci sont obligés de « prévenir le recrutement, l'organisation, le transport et l'équipement d'individus qui se rendent dans d'autres États pour planifier, préparer ou effectuer des actes terroristes, ou pour fournir ou recevoir un entraînement terroriste et des financements pour ces activités ». À cet effet tous les États devront promulguer des législations appropriées, intensifier les contrôles aux frontières, poursuivre et condamner les terroristes (ou présumés tels), en accroissant la coopération internationale, y compris à travers des accords bilatéraux, et l'échange d'informations pour identifier les suspects de terrorisme.

La résolution exprime en général une « préoccupation quant à la constitution de réseaux terroristes internationaux », en laissant chaque État libre d'établir quels sont les groupes terroristes à combattre : d'où le vote favorable de la Russie et de la Chine. Immédiatement après, cependant, la résolution souligne « l'exigence particulière et urgente de prévenir le soutien à des combattants terroristes étrangers associés à l'État Islamique de l'Irak et du Levant (ÉIIL) ».

Le ministre des Affaires étrangères russe Lavrov, sans toutefois nommer les États-Unis, a déclaré au Conseil de sécurité que les organisations terroristes se sont renforcées au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie centrale « après l'intervention en Irak, le bombardement de la Libye, l'appui extérieur aux extrémistes en Syrie », en accusant de fait Washington d'avoir favorisé la formation de groupes terroristes et de l'ÉIIL même (comme nous l'avons amplement documenté dans ces colonnes).

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a souligné que « les actions militaires doivent se conformer à la Charte des Nations Unies » et que « doivent être évités les double standards » (c'est-à-dire les deux poids et deux mesures).

Mais en approuvant la résolution, Moscou et Pékin ont de fait permis à Washington de l'utiliser comme « motivation » légale pour l'action militaire lancée au Moyen-Orient qui, dirigée formellement contre l'ÉIIL, vise la destruction complète de la Syrie, jusqu'ici

empêchée par la médiation russe en échange du désarmement chimique de Damas, et la réoccupation de l'Irak. Ceci est confirmé par le fait que les attaques aériennes lancées en Syrie par les États-Unis, avec le concours de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis, se concentrent sur les raffineries modulaires et autres sites pétroliers syriens, sous le prétexte qu'ils sont exploités par l'ÉIIL. Sur la base de cette même motivation, les USA peuvent détruire tout le réseau d'industries et infrastructures syriennes pour faire s'effondrer le gouvernement de Damas.

Derrière l'apparente unanimité avec laquelle a été approuvée la résolution au Conseil de sécurité, se cache une confrontation de plus en plus aigüe Ouest-Est amorcée par la stratégie états-unienne. Dans le discours prononcé à l'Assemblée générale de l'Onu, avant la réunion du Conseil de sécurité, le président Barack Obama met « l'agression russe en Europe » sur le même plan que la « brutalité des terroristes en Syrie et Irak », soulignant que « les actions de la Russie en Ukraine défient l'ordre de l'après-Guerre froide » en nous ramenant « aux jours où les grandes nations piétinaient les petites pour poursuivre leurs ambitions territoriales ». Pour cela « nous renforcerons nos alliés de l'Otan et nous imposerons un coût à la Russie pour son agression ». Il rappelle ainsi, en s'adressant indirectement à la Chine, que « l'Amérique est et continuera à être une puissance du Pacifique », où elle promet « la paix et la stabilité ». Où en réalité elle est en train de positionner des forces et des bases militaires pour « contenir » la Chine, qui est en train de se rapprocher de la Russie.

Une confrontation entre puissances nucléaires, accélérée par la course au réarmement lancée par le président Obama [2], qui reçoit maintenant le soutien d'un autre Prix Nobel de la paix, Lech Walesa. Comme sauvegarde contre la Russie, il a déclaré alors que l'Otan commençait une grande manœuvre en territoire polonais, « la Pologne doit se procurer des armes nucléaires ».

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

[1] « [Obama à l'Onu relance la "guerre mondiale au terrorisme"](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 23 septembre 2014.

[2] « [Le réarmement nucléaire du Prix Nobel de la paix](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 24 septembre 2014.

Source : « Derrière l'unanimité du Conseil de sécurité », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 27 septembre 2014, www.voltairenet.org/article185473.html